



Service Public
Fédéral
FINANCES

DOCUMENTATION
PATRIMONIALE



GTMGENER
edd81e9e-1bea-4d0d-9e7c-c7cce107223d

SPF Finances

Exp. : Avenue du Prince de Liège 133 bte 411 - 5100 Namur

Geoffroy Lemaigre
Avenue de la Renardière 13
1380 Lasne

D48/53²/2025-0366: Titre - Rue Saint-Josse 37 à S-J-T-N

Madame, Monsieur,

Ci-joint, vous trouverez un document qui vous est destiné.
Vous pourrez également le consulter dans **Myminfin**, sous « Mes documents ».

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le SPF Finances



Gérez votre dossier sur
MYMINFIN.BE

Retrouvez des informations sur
FIN.BELGIUM.BE



Une question ? Appelez-nous
02 572 57 57



Prenez rendez-vous
dans un de nos Infocenters
fin.belgium.be > contact > infocenters
02 572 57 57

WWW.FIN.BELGIUM.BE

DOCUMENTATION PATRIMONIALE • SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL FINANCES





LEMAIGRE Geoffroy
Avenue de la Renardière 13
1380 OHAIN

Votre courrier du

Votre référence :

Notre référence :

D48 / 2025 / 0366

Annexe(s) :

0

Bruxelles, le 11 mars 2025

TITRE DE PROPRIETE

La soussignée MICHIELS Anne-Marie du Bureau Sécurité Juridique Bruxelles 1 dont les bureaux sont situés à 1000 Bruxelles, Boulevard du Jardin Botanique 50, Boîte 3953, certifie par la présente que, *d'après notre documentation*, à ce jour,

Le(s) bien(s) immobilier(s) ci-dessous est (sont) la propriété de :

- La SA « TRUCMACHIN » (0750.993.596) pour 99/100PP
- BERTHOLET Alain pour 1/400PP
- BERTHOLET Jonathan-Alexander pour 1/400PP
- BERTHOLET Charlène pour 1/400PP
- BERTHOLET Maxime pour 1/400PP

Commune de SAINT-JOSSE-TEN-NOODE

Situation du bien :

rue Saint-Josse 37

Division cadastrale :

2^{ème} division

Désignation de la parcelle :

Section B Parcelle 43 A 2 (P0000)

Nature de la parcelle :

Maison

Superficie totale :

00 a 70 ca

Titre :

acte du 29/01/2024 du Notaire Corinne DUPONT
à Bruxelles.

Fait à BRUXELLES, en un exemplaire.

Coût : 20 euros

Pour le Chef du bureau Team Info Bruxelles 1, Michiels Anne-Marie, assistant financier

Les renseignements vous sont délivrés sur base des actes, déclarations, attestations et documents tels qu'ils sont connus et repris à ce jour dans les fichiers de l'Administration. La responsabilité du comptable de l'Etat ne peut être engagée si ces renseignements tels qu'ils sont connus ont été fidèlement reproduits

